**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | OLAF.A.5  OLAF – Office Européen de Lutte Antifraude, A – Dépenses – Opérations & Enquêtes,  A.5 Dépenses Partagées III |
| **Chef d’unité :**  **Adresse e-mail : Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles: Prise de fonction souhaitée : Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | Francesco ALBORE [francesco.albore@ec.europa.eu](mailto:francesco.albore@ec.europa.eu)  +32 2 29 58797  1  2ème **trimestre 20**23 **1**  2 **an(s)1**   * **Bruxelles**  **Luxembourg**  A**utre: ……………..** |
| * **Avec indemnités**  **Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**   * **aux pays AELE suivants :**   + **Islande**  **Liechtenstein**  **Norvège**  **Suisse**   + **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** * **aux pays tiers suivants:** * **aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

1. **Nature des fonctions**

L’unité A.5 de l’OLAF cherche à recruter un expert national détaché afin de renforcer sa capacité à enquêter sur les allégations de fraude à l’encontre du budget de l’UE et d’assurer la liaison avec les autorités nationales en Bulgarie ou Roumanie. Les candidats doivent être membres du personnel des autorités nationales administratives, policières et du ministère public (ou d'une autorité publique jouissant de pouvoirs d'enquête administratifs et/ou pénaux) et avoir au moins dix (10) années d’expérience. Une expérience des enquêtes et/ou des poursuites concernant les infractions liées à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes («infractions PIF») et/ou la fraude et/ou la corruption constituerait un atout.

L'expert national travaillera au sein de l'unité OLAF/A.5 responsable pour la conduite des activités d'enquêtes dans les cinq Etats membres mentionné ci-dessus pour des cas de fraudes ou d'irrégularités portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne. Ces activités concernent principalement les Fonds Structurels et d'Investissements Européens, les fonds européens pour l'agriculture et les aides de préadhésion dans le secteur du développement rural. L'unité A.5 coordonne également les enquêtes menées par les services compétents des Etats membres ou des pays candidats. L'unité contribue au suivi des recommandations formulées sur la base des résultats des enquêtes.

1 Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).

L'expert national participera à des enquêtes administratives et à des dossiers de coordination principalement dans des cas relatifs aux Fonds Structurels et d'Investissements Européens et aux dépenses agricoles dans les cinq Etats membres dont l'Unité A.5 est responsable. L'expert contribuera à la mission d'enquête de l'OLAF en participant à des investigations dans les Etats membres, principalement en Bulgarie, Chypre ou Roumanie, et dans les pays candidats comme prévu par le règlement (UE, Euratom) N° 883/2013 et les lignes directrices sur les procédures d'enquête des agents de l'OLAF. Il/elle contribuera également à la coordination des enquêtes menées par les services compétents des Etats membres ou des pays candidats. Il/elle contribuera aussi au suivi des recommandations de nature judiciaire ou financière telles que prévues dans les lignes directrices de l'OLAF relatives au suivi des enquêtes. Ces activités d'enquête et de suivi requièrent de maintenir des contacts permanents avec les autorités administratives, policières et judiciaires dans les Etats membres et les pays candidats.

Particulièrement, il/elle maintiendra et développera des contacts avec les autorités administratives, policières et judiciaires nationales bulgares ou roumaines en lien avec les cas traités par l'unité.

1. **Qualifications requises**

# Critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

* + - Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
    - Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;
    - Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

# Critères de sélection

Diplôme

* diplôme universitaire ou
* formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : droit, sciences économiques, audit, sciences environnementales.

Expérience professionnelle

L’expert devra avoir une formation solide et une expérience prouvée (au moins cinq années) dans la conduite d’enquêtes administratives, policières ou judiciaires au niveau national dans le domaine des irrégularités et/ou de la fraude, idéalement au détriment du budget de l'UE. Il/elle devra être familier avec les différentes autorités

nationales dans au moins un des états suivants: Bulgarie ou Roumanie (services administratifs, autorités policières et judiciaires) et avoir une bonne connaissance des procédures nationales en lien avec la protection des intérêts financiers de l'UE. Une expérience d'appui aux autorités bulgares, italiennes, cypriotes, grecques ou roumaines dans la prévention, la conduite d'enquête et la poursuite de fraudes au budget de l'UE serait un avantage supplémentaire.

La connaissance des Fonds Structurels et d'Investissements Européens et/ou de la politique agricole commune est un atout.

Le candidat retenu doit avoir de bonnes capacités d’analyse, de rédaction et de présentation et être un bon communicant. Un bon jugement, et une capacité de travailler efficacement – à la fois seul et au sein d’une équipe

- sont exigés.

Une bonne maîtrise des applications informatiques générales (Word, Excel, Power Point, etc.) est essentielle, ainsi que la disponibilité pour travailler avec les outils informatiques spécifiques utilisés par l’OLAF, en particulier ceux développés spécialement pour la gestion des enquêtes.

La capacité à travailler au sein d'une équipe multiculturelle et polyvalente est donc essentielle.

Connaissance et expérience en matière de contrôle ou d'audit de: l'évaluation de l'impact environnemental des projets de génie civil; la conception, la construction, gestion et entretien d'installations de traitement des déchets; projets d'économie circulaire pour le traitement des déchets; l’évaluation de projets dans le domaine de l’infrastructure informatique numérique, des sources et énergies renouvelables, recherche et innovation dans le domaine de l'énergie; certificats d'émission, crédits carbone, certifications de qualité serait un atout.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Une excellente connaissance d'au moins une des deux langues suivantes: bulgare ou roumain, et une très bonne connaissance écrite et parlée de l'anglais, langue de travail de l'unité, sont requises.

1. **Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,…). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

1. **Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

1. **Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

# Informations de contact

* **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu.](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu)

# Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu) [OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

# Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.